

1895

DANS LES KIOSQUES :
HORS-SÉRIE N° 5 « LES 100 ANS DU LIBERTAIRE »

1995

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

16 AU 22 NOVEMBRE 1995

N° 1017

10,00 F

ROUEN
6^{es} Journées
de l'édition
libertaire
Page 8

LES DROITS DES FEMMES MENACÉS...

NI DIEU NI MAÎTRE NI ORDRE MORAL

Un si long
chemin
vers
l'égalité :
l'exemple
de l'emploi

DANS LE MONDE DU TRAVAIL, entre 1975 et 1995, deux faits majeurs ont marqué la période : l'augmentation massive du chômage et la montée continue du nombre des femmes dans la population active. Ces deux faits ont en commun de diviser les classes travailleuses (chômeurs - travailleurs, femmes - hommes), pour le plus grand profit matériel et idéologique de la classe au pouvoir (patrons et gouvernants).

Pour nous, militantes libertaires, syndicalistes et féministes, il est nécessaire de poursuivre la mobilisation de toutes et de tous pour une réelle égalité entre femmes et hommes, en particulier dans la vie au travail, et c'est la raison pour laquelle nous serons dans la rue ce 25 novembre.

Cet article d'informations, de chiffres, de dates vise à ce que chacun/chacune soit mieux armé-e dans cette lutte, en étant davantage conscient-e des nombreuses et importantes différences de traitement des hommes et des femmes.

T 2137 - 1017 - 10,00 F



FOP 2520



Tout commence à l'école : les retards de la scolarisation des filles

Pendant de nombreux siècles, l'accès aux savoirs reconnus et avancés (au regard des civilisations) est réservé à l'élite possédante et dirigeante et à ses garçons, d'abord par des précepteurs, puis dans des collèges très fermés.

En France, c'est la révolution de 1789 qui pose le principe de l'instruction ; cependant, dans l'esprit de nombreux révolutionnaires, ce principe ne s'applique qu'aux êtres de sexe masculin et il ne verra aucun début d'application. Ultra-minoritaires, Olympe de Gouges et Condorcet estiment que ce droit doit être reconnu aux filles comme aux garçons.

Il faudra attendre la fin de la deuxième partie du XIX^e siècle pour que se développe la scolarisation de tous les jeunes (rappelez-vous : 1880 et Jules Ferry), mais celle-ci se fait différemment selon les sexes :

— écoles publiques pour les garçons, écoles religieuses pour les filles ;

— savoirs techniques et professionnels pour les garçons, éducation ménagère et familiale pour les filles ;

— préparation à des diplômes pour les garçons, « femmes savantes » tournées en ridicule (voir l'histoire exemplaire de Julie Daubié).

Ce n'est que vers 1924 que la scolarisation primaire et publique des filles se généralise ; les programmes des lycées de filles sont alignés sur ceux des garçons ; les filles peuvent préparer le baccalauréat. Mais on est encore loin d'avancer pour l'enseignement secondaire et supérieur : en 1900, la France compte 27 000 étudiants et 624 étudiantes.

Les années 1960 à 1970 voient se développer la mixité dans les classes.

Depuis 1975, on considère que le retard de la scolarisation des filles sur celle des garçons est comblé, et que, depuis 1990, la scolarisation

des filles aurait dépassé celle des garçons.

Mais aujourd'hui, un nouveau mythe est à examiner de près : celui de l'égalité des chances ; on peut considérer qu'il existe plusieurs types de savoirs, auxquels sont attribuées des valeurs hiérarchisées :

— les savoirs liés à la vie quotidienne (alimentation, hygiène, propreté, soins aux personnes jeunes ou âgées) sont considérés comme « acquis naturellement », sans nécessiter un enseignement spécifique poussé. « On » attend — essentiellement des filles — que cela leur soit transmis par les femmes de leur entourage. Par ailleurs, quand ces savoirs sont utilisés dans un contexte professionnel (femme de ménage, éboueur, aide-soignante, auxiliaire de vie, assistante maternelle...), ils sont dévalorisés, tant du point de vue salarial que de la reconnaissance sociale. Il n'y a pas ou peu de formations initiales, ni de diplômes, encore moins de formations continues ;

PARIS

SAMEDI 25 NOVEMBRE

A LA BASTILLE - 14 h 30

MANIFESTATION POUR
LES DROITS DES
FEMMES

A l'appel de la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception, plus de 100 organisations (dont la Fédération anarchiste) appellent à manifester pour défendre les droits des femmes :

- pour le droit à l'avortement et à la contraception ;
- pour le droit à l'emploi ;
- pour l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- contre la remontée de l'ordre moral.

— les savoirs liés à des techniques et des professions sont davantage reconnus. Dès le compagnonnage, la transmission pédagogique de ces connaissances est organisée, et cela dès les premiers niveaux de qualification. Là encore, on constatera une grande disparité entre les sexes : les CAP proposés aux filles sont regroupés dans les secteurs du textile, de l'administration et du commerce ; ceux pour les garçons dans les secteurs du bâtiment ou de la mécanique ;

— quant aux savoirs liés à la recherche, ils sont essentiellement réservés aux hommes. Dans les institutions qui produisent et créent de nouvelles connaissances (comme le CNRS ou l'INSERM), les femmes sont toujours extrêmement minoritaires (8% de chercheuses et 92% de chercheurs). De même, les fonctions liées à la transmission des savoirs sont elles aussi très différenciées selon les sexes : on parle beaucoup de la féminisation des professions enseignantes mais on oublie de spécifier les niveaux et les filières concernés : dans les universités il y a 69% d'hommes maîtres de conférences et 31% de femmes ; 9% de femmes professeurs pour 91% d'hommes !

Un autre mythe est celui de la meilleure réussite des filles : s'il est exact qu'elles redoublent moins dans le primaire, qu'elles sont moins souvent orientées vers les filières dites de relégation, il est vrai aussi qu'elles sont aujourd'hui plus nombreuses que les garçons à avoir le baccalauréat. Mais regardons d'un peu plus près dans quelles filières : elles sont beaucoup

(suite p. 4)

DÉMOCRATIE BLINDÉE

Insoumission à la deuxième guerre d'Algérie

LE PEUPLE ALGÉRIEN est pris en tenaille entre deux bandes d'assassins : un mouvement religieux réactionnaire et une junte de militaires corrompus. Le gouvernement français a choisi son camp, la junte, qu'il soutient économiquement et militairement. Œuvre de la sécurité militaire algérienne ou d'un groupe islamiste, les récents attentats sont les moments d'une guerre jamais déclarée et sur laquelle le passant n'a aucune prise.

Le terrorisme de Vigipirate

Les autres grandes puissances sont prêtes à s'accommoder en Algérie d'une dictature à la saoudienne, qui tranche la main des petits voleurs et accueille les

multinationales à bras ouverts. Si les différents gouvernements français ont toujours soutenu la caste bureaucratique au pouvoir en Algérie, c'est parce que les dirigeants des deux pays sont depuis longtemps étroitement liés par des liens d'argent et de corruption (financement de partis et de campagnes électorales, pots-de-vin pour signatures de contrats...). C'est aussi que la croisade anti-islamiste offre aux dirigeants français une occasion de refaire l'union sacrée, pour contenir une crise sociale de plus en plus explosive.

Des centaines de milliers de contrôles d'identité, des dizaines de milliers d'interpellations, de cités et des quartiers en état de siège, la chasse au faciès redoublée : jamais aucune opération de ce genre n'a empêché les bombes d'exploser. Par

contre, les attentats tombent à pic, au moment où, incapable de remédier à la crise du travail qui ronge la société, la classe dominante n'a plus d'autre projet que de garder le pouvoir. Dans ce cadre, la peur devient un indispensable outil de gestion. Le déploiement militaro-médiatique plonge chaque individu dans une peur qui l'isole des autres et le rend encore plus dépendant de l'Etat, et de lui seul. Un gouvernement qui s'est déconsidéré plus vite que son ombre réussit à conserver la confiance des gouvernés sur le seul terrain de la lutte antiterroriste.

Chômeurs à vie, coincés dans une existence bornée aux murs d'une cité, des jeunes ont cru trouver dans un militantisme islamique aussi misogyne et stupide que le christianisme militant, une identité et une communauté de rupture. Prenant prétexte de ce que quelques-uns d'entre eux aient pu être manipulés, l'Etat est en train de fabriquer un bouc émissaire, le « Beur islamiste ». A côté des opérations racistes à grand spectacle qui flattent les fantasmes d'une fraction de la population, se met en place dans les cités un harcèlement policier d'une ampleur et d'une pesanteur dont les centres-villes n'ont aucune idée.

Tandis que Chirac débite de bonnes paroles sur les banlieues, Toubon fait plus fort que Pasqua avec un projet de loi antiterroriste qui n'a pas grand chose à voir avec les bombes : il veut criminaliser encore davantage les relations humaines avec les « immigrés en situation irrégulière », permettre à la police de se conduire avec une arrogance totalitaire et alourdir les peines contre tout comportement rebelle. Il aggrave ainsi la tendance à la séparation entre les humains qui se croisent dans les mêmes moyens de transport mais dont certains ont droit aux délices des garanties démocratiques et les autres à la matraque.

« Finis-le ! Finis-le ! »

La liquidation en direct de Kerkhal a cristallisé encore davantage la haine des jeunes des cités. Que leur très juste révolte puisse être récupérée par l'islamisme est une tragédie dont ils ne seront pas seuls à faire les frais. Tout ce

qui est jeune, pauvre ou rebelle aura affaire à Vigipirate. Alors que la combativité ouvrière s'est réveillée, ce printemps, dans de nombreuses entreprises, alors que le mécontentement monte dans tous les secteurs de la société, le gouvernement a tout intérêt à dresser le reste de la population contre les jeunes des cités. Et il a tout à fait intérêt à ce que la répugnante récupération islamiste interdise la solidarité entre les jeunes rebelles et les autres exploités. A terme, ce sont toutes les forces de contestation sociale qui risquent d'être anesthésiées par cet affrontement truqué.

Ce pays où tous les partis politiques approuvent le terrorisme de Vigipirate, où droite et gauche s'entendent pour chasser les « clandestins » et rejeter les demandeurs d'asile, où les télé-censeurs librent et où les magistrats couvrent les ministres en toute indépendance, où on livre si volontiers les basés suspects aux tueurs du GIGN, où les anticaristes subventionnés appellent à la soumission et à la collaboration — banale variante d'un ordre oppressif qui règne sur toute la planète —, la France ne mérite pas plus d'être défendue que l'Algérie de Zéroual et du GIA. Entre les flics qui persécutent les jeunes des cités françaises et les Ninjas qui assassinent ceux des cités algériennes, il n'y a qu'une différence de degré dans l'échelle de la terreur. C'est pourquoi, entre les Etats algérien et français, leurs opposants collabos et leurs médias aux ordres, d'une part, et les islamistes d'autre part, entre les deux camps qui s'entendent comme larrons en foire pour, ici, terroriser et assassiner au détail et, là-bas, terroriser et assassiner en grand, nous refusons de choisir. Face à cette deuxième guerre d'Algérie qui se déroule dans l'Hexagone, une seule solution : l'insoumission.

S'insoumettre, c'est commencer par se parler, se rencontrer, s'organiser :

— pour contrecarrer les comportements de soumission et de délation qu'on cherche à nous imposer. Les fouilles, les contrôles au faciès, la surveillance de tous par chacun, nous ne nous y habituerons pas ;

— pour que se tissent des liens entre tous ceux qui résistent à la militarisation de la vie quotidienne, à l'exemple de ces lycéens de banlieue qui ont manifesté contre les contrôles ;

— pour affirmer la solidarité avec les Algériens en butte à une double terreur, en essayant, par exemple, d'imposer dans les faits leur libre séjour ici, et la libre circulation entre les deux pays ;

— pour envisager toutes les initiatives contre l'obscurantisme islamiste et contre le soutien gouvernemental à la junte, en particulier dans ses formes les plus abjectes (livraisons d'armes...).

RÉFRACTAIRES SANS FRONTIÈRES

N.B. : Réfractaires sans frontières c/o « La Bonne descente », 64, rue Rébeval, 75019 Paris.

RENDEZ-VOUS

ANGERS

Le groupe Malatesta de la FA s'est créé à Angers. On peut le joindre à la Maison angevine des mouvements alternatifs (MAMA), 160, avenue Pasteur, 49000 Angers.

LYON

Le samedi 18 novembre, à 15 h, un débat intitulé : « Qu'est-ce que l'anarchisme ? » aura lieu à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon. Tél. : 72.00.94.10.

Quelle conception les anarchistes ont-ils de l'égalité et de la liberté ? Quels sont leurs refus essentiels ? Quel est leur projet de société ? Comment s'impliquent-ils dans les luttes sociales et dans quelles perspectives ?

Vous êtes invités à venir débattre avec les militant(e)s de la FA, à l'occasion de la sortie d'une nouvelle brochure sur nos idées et nos pratiques. Cette brochure est le fruit d'un travail collectif de plusieurs mois, au niveau de l'Union régionale Rhône-Alpes de la FA.

PARIS

Un groupe est en constitution sur les 11^e et 12^e arrondissements de Paris. Pour le joindre, contactez la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot (M^o Oberkampf).

PARIS

Le groupe Alliance organise une table de presse à la faculté de Tolbiac, 96, rue de Tolbiac (métro Tolbiac), chaque vendredi, de 12 h à 13 h 30, devant les machines à café.

Le groupe Alliance (20^e arr.) vend le Monde libertaire le dimanche, entre 10 h 30 et 12 h, au métro Jourdain, rue des Pyrénées (devant le magasin Champion).

PARIS

Le groupe La Villette vend le Monde libertaire chaque vendredi, de 18 h à 19 h, devant le Burger King, à l'angle de l'avenue Jean-Jaurès et de l'avenue Secrétan.

PARIS

Le groupe Louise-Michel de la FA vous propose, les vendredis à venir, à 20 h 30, au 10, rue Robert-Planquette (métro Abbesses ou Blanche), 75018 Paris, des soirées-débat sur le thème : « Travail et économie ».

Le 17 novembre, la soirée portera sur : « Syndicalisme et travail », avec Jacky Toublet.

Le 24 novembre : « Femmes, travail et hiérarchie », avec Hélène Hernandez et Wally Rosell
Le 1^{er} décembre : « La crise », avec François Coquet.

RADIO LIBERTAIRE (89.4)

« LES CHRONIQUES SYNDICALES »

11 h 30 - 12 h 30

Samedi 18 novembre

avec F. Jacquet-Francillon

auteur de « Naissances

de l'école du peuple

1815-1870 »

(éditions de l'Atelier)

PARIS : MOBILISATION DANS LES UNIVERSITÉS — Chaque année, en novembre, le budget de l'Enseignement supérieur est voté. Cela donne lieu à la traditionnelle démonstration de force des syndicats enseignants, étudiants et ATOSS.

C'est ainsi que le 9 novembre, une « gentille manifestation déambula dans les rues de Paris (de Jussieu jusqu'à l'Assemblée nationale). Bien entendu, des membres de la FA, de la CNT et du SCALP/REFLEX étaient présents. Ainsi, a-t-on pu entendre : « Le budget, on s'en fout... on ne veut plus d'Etat, du tout ! », et d'afficher notre ferme intention de réquisitionner la faculté Pasqua.

Cela dit, notons que la mobilisation parisienne semble bien faible par rapport à ce qui se passe en province (Rouen, Aix-en-Provence, Toulouse...).

Il est à espérer que les étudiants et enseignants parisiens débordent le cadre syndical. Quoi qu'il en soit, les libertaires auront d'autres occasions pour faire connaître leurs positions, notamment lors de l'assemblée générale prévue à Tolbiac le jeudi 16 novembre.

VINCENT (gr. Alliance - Paris)

Rédaction-Administration

145, rue Amelot

75011 Paris.

Tél. : (1) 48.05.34.08.

FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :

145, rue Amelot, 75011 Paris

Directeur de publication :

André Devriendt

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : La Vigie,

24, rue Léon-Rogé,

76200 Dieppe.

Dépôt légal 44 145

1^{er} trimestre 1977

Route 205 — La Vigie

Diffusion SAEM

Transport Presse

L'humanitaire civil et militaire nous mène en bateau

L'INSTITUTION MILITAIRE a toujours besoin de redonner du sens à sa domination. C'est qu'elle a beau faire et dire, mais l'armée est par définition et par fonction une organisation du meurtre industriel. Ce qui provoque inévitablement des phénomènes de rejet de la part de la société civile qui, elle, tend à développer de meilleures conditions d'existence à la vie des individus.

Cette contradiction entre besoins sociaux et outil de destruction est insoluble, sauf à faire disparaître l'un des deux termes. Les anarchistes ont fait leur choix, depuis belle lurette, et sont pour la suppression de toutes les armées. Immédiatement et sans transition, cela va sans dire. A lire quelques affiches récentes, éditées par les comités de soutien aux peuples du Chiapas en lutte, il est permis de s'interroger sur le sens des mots. Nous nous permettons donc de rappeler que jamais l'anarchisme social, dont nous nous revendiquons, ne pourra se satisfaire de slogans tels que : « Commander en obéissant » ou « Soldats aujourd'hui pour que demain il n'y ait plus jamais de soldats ». Décidément, il y aura toujours un abîme entre le gauchisme et nous !

Ces quelques banalités de base dites, il convient de remarquer que ces « promoteurs » d'une « nouvelle » race de guides révolutionnaires, qui commandent en obéissant (?), n'ont pas le monopole des sophismes.

La guerre, depuis l'« affaire du Golfe », est devenue miraculeusement propre. Demain, on nous la vendra au nom des « tortionnaires du bonheur », des « fusilleurs de l'intérêt général » ou des « soldats du peuple autodestructeurs ». Jacques Prévert n'a qu'à bien se tenir !

Aujourd'hui, l'armée n'est plus seulement bourgeoise ou populaire, elle se doit d'être humanitaire. Et sur ce point tous les politiciens, à gauche comme à droite, opinent du chef. Ça sent bon l'arnaque, mais ça marche !

Ces retournements de vocabulaire traduisent finalement assez bien l'impasse idéologique dans laquelle se trouvent nombre d'acteurs du mouvement social. Le premier slogan venu faire l'affaire, sans que l'on se préoccupe trop d'en analyser le contenu, pourvu qu'on ait l'ivresse et que cela fasse vibrer la fibre émotionnelle.

Ces inconséquences peuvent se révéler mortelles, alors que nous avons à définir un projet politique qui permette d'offrir des perspectives aux nécessaires revendications sociales. Et il est vrai que dans le catalogue du « prêt à s'agiter, c'est déjà ça », l'humanitaire est depuis quelques années un des leurres à la mode, que ce soit dans sa version militaire ou dans sa version civile.

En fait, humanitaire civil et militaire sont inséparables, car ils forment les deux volets d'une même logique qui sous-tend les nouvelles méthodes de gestion de la réalité sociale. Ils s'articulent l'un l'autre et sont des moyens d'actions politiques, tant sur le plan intérieur qu'extérieur, des

stratégies de contrôles sociaux des Etats.

Les organisations non gouvernementales (ONG) exigent souvent la « protection » des militaires pour soigner les blessés ou distribuer de la nourriture. Les militaires, la larme à l'œil et trop heureux de se faire valoir, expliquent qu'ils ne sont là que pour rendre possible l'action humanitaire. C'est l'éternelle histoire de la poule et de l'œuf. Allez savoir qui a fait l'autre !

Le plus « brillant » exemple de cette collaboration aura été l'intervention militaire française au Rwanda. On a rarement fait mieux en matière d'hypocrisie et d'intervention politique dans les affaires intérieures d'un pays.

Après avoir préparé, formé et armé des milices ultra-nationalistes et racistes, les militaires français quitteront le terrain non sans avoir, par précaution, évacué l'ambassade de France. Ils seront absents le temps nécessaire à l'élimination physique d'au moins 500 000 personnes pour revenir en force, en « sauveur de ce qui peut être sauvé », selon l'expression d'Alain Juppé, alors ministre des Relations extérieures. Ces « soldats de la paix » seront, bien entendu, accompagnés de toutes les organisations humanitaires adéquates.

L'Etat français n'a fait, comme à son habitude, que préserver ses choix politiques qui consistent à soutenir la fraction ou le clan politique qui servent le mieux ses intérêts stratégiques face à la concurrence anglo-saxonne.

Même s'il ne faut pas douter de l'instant de la sincérité de celles et ceux qui s'engagent individuellement dans l'action humanitaire « civile », il est impossible d'imaginer que les organisations qu'ils investissent

puissent agir sans être « contrôlées » ou sans servir, pour le moins objectivement, des intérêts d'Etats. Il est trop facile d'étrangler les petites structures autonomes en les privant de subventions, en leur créant des problèmes logistiques ou d'accréditation, voire en menaçant physiquement leurs personnels sur le terrain.

Après le Rwanda, la prise de l'enclave de Scabrenica en Bosnie est révélatrice. Dans ce qui aura été une boucherie planifiée, il est clair que l'ONU avait décidé de ne pas intervenir, parce que cette zone doit, selon le plan de dépeçage de cette région, revenir à l'Etat serbe. Les milliers de morts, massacrés par les nationalistes serbes, étaient alors « inévitables », et trop non dit laissent penser qu'il s'agissait, une fois de plus, de créer des chocs psychologiques dans les populations pour rendre des situations irréversibles, du fait des traumatismes collectifs effroyables que cela génèrent. La complexité des casques bleus humanitaires a été directe et pratiquement officielle.

Cela prouve, si besoin est, que l'intervention armée humanitaire n'est utilisée que si cela permet aux Etats d'assurer la pérennité de leurs influences dans des régions de la planète où de s'immiscer dans des situations où ils estiment être en droit de jouer un rôle. Que les populations qui se trouvent sur leur chemin crévent ne leur fait même pas lever le sourcil ! Par ailleurs, c'est aussi un moyen de « donner du grain à moudre » à celles et ceux qui sont révoltés par les effroyables conséquences des restructurations économiques et étatiques en cours.

La notion de « progrès social », qui a servi d'émulateur interne dans nos

sociétés et a justifié les colonisations, est remplacé, en quelque sorte, par la notion « humanitaire », qui devient le vecteur tentant de canaliser les énergies et permettant de renouveler les raisons de la domination. Il s'agit bien d'une modification profonde des valeurs sociales. Systématiquement, on nous invite à être actifs. Il y a toujours une urgence, un combat à mener en faveur de telle ou telle catégorie de maladie ou de personnes nécessiteuses, ici ou ailleurs. L'objectif est bien de nous tenir en alerte permanente, de nous mobiliser et de nous impliquer dans les développements d'une société où nous n'avons rien décidé.

Et que ce soit dans les banlieues, avec ses « émeutiers », contre le terrorisme intégriste ou contre le fascisme et les « mauvais » nationalistes, l'armée devient la championne des justes causes, et plus que jamais la guerre c'est la paix, au même titre que l'action sociale et caritative fait le « Bien » et maintient la cohésion et la paix sociale. Si l'intelligence a ses limites nous savons que pour ce qui est de la connerie, ce n'est pas pareil !

Il s'agit bien d'une militarisation des consciences tous azimuts, qui s'est engagée et distillée de manière continue à l'aide de tous les artifices possibles.

N'oublions jamais que lorsqu'on nous parle de réinsertion ou d'humanitaire, c'est d'abord de nous qu'il s'agit. L'enjeu est avant tout de savoir s'il est possible de nous intégrer à la dynamique politique de domination et de nous désintéresser en tant qu'individu libre, c'est-à-dire doué de conscience critique.

L'objectif est de créer et de renforcer chez chacun d'entre nous le besoin d'une autorité supérieure qui

gère et agit pour le bien général, puisque nous dit-on, il y a toujours des méchants qui profitent de la situation internationale ou qui abusent de la liberté que nous concède la démocratie républicaine.

Encore et toujours manipulation des concepts et manipulations des responsabilités vont de pair puisque le bordel ambiant est organisé par les classes dirigeantes qui n'ont qu'un objectif : conserver leurs pouvoirs. La domination mondiale du capitalisme n'est possible que si elle devient un besoin et une nécessité dans chacune de nos petites cervelles. L'humanitaire, militaire et civil, est un des vecteurs de cette lobotomisation des consciences.

BERNARD
(gr. Déjacque - Lyon)

RADIO LIBERTAIRE (89.4)
« LES CHRONIQUES
REBELLES
ET SYNDICALES »
12 h 30 - 14 h 30
samedi 18 novembre
avec Ngo Van
auteur de « Viêt-nam
1920-1945
révolution et contre-
révolution sous
la domination coloniale »
(éditions L'Insomniaque)
...
FORUM à 16 h 30
à la librairie
du Monde Libertaire
145, rue Amelot
(M^o Oberkampf), 75011 Paris
avec Ngo Van, Larry Portis
et Christiane Passevant

Appel pour la mise en place d'un Réseau Education libertaire

De nombreux libertaires travaillent dans l'éducation partout en France. Pourtant, notre manque de coordination nous handicape pour peser dans ce domaine. Il est donc temps de se regrouper et de produire un travail effectif sur et dans l'Education nationale là où nous sommes impliqués.

Nous proposons de créer un réseau pour regrouper des libertaires, militant(e)s ou sympathisant(e)s, syndiqué(e)s ou non. Ainsi, nous pourrions :

- faire circuler l'information le plus rapidement possible ;
- débattre et définir un projet libertaire d'éducation, tant d'un point de vue pédagogique que du rôle social de l'éducation ;
- contrer politiquement les orientations actuelles de l'éducation (flexibilisation, soumission au monde économique, etc...) ;
- coordonner notre action afin d'en accroître l'efficacité.

Ce réseau n'a pas une vocation politique. Ce n'est pas une CNT bis ou une Ecole émancipée bis. Ce n'est pas une alternative à la CNT, ni à l'EE. Mais les coulèures actuelles que nous font avaler l'Etat et

le patronat au niveau de l'éducation nous font dire qu'une des réponses possibles doit être politique. Il nous semble important de mettre en place un tel réseau — pour commencer — sur la région Rhône-Alpes.

Nous invitons donc tous les salarié(e)s de l'éducation à venir à la rencontre/débat que nous animons le **samedi 2 décembre 1995, à partir de 15 h, à La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon**. Cette rencontre, nous la voulons comme un espace de discussion. Elle essaiera de faire le point sur un état des lieux de l'éducation, l'utilité du réseau et sa mise en place sur la région.

Deuxième temps fort de cette journée, la soirée qui commencera à partir de 20 heures, toujours à La Plume Noire, avec la présence de l'école libertaire « Bonaventure », à l'occasion de la sortie du livre paru aux éditions du Monde Libertaire.

Alors, ce réseau, on en discute, camarades ?

RÉSEAU EDUCATION LIBERTAIRE (Lyon)

Rejoignez le Réseau Education libertaire, La Plume Noire - REL, 19, Pierre-Blanc, 69001 Lyon

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone :

Travail en : Primaire Secondaire Université/IUT

Je compte venir à la réunion du samedi 2 décembre 1995 Adhérer Etre tenu au courant

Un si long chemin vers l'égalité : l'exemple de l'emploi

(suite de la « une »)

plus nombreuses dans les filières littéraires, économiques ou tertiaires (71%), à égalité avec les garçons en D et en moins grand nombre en C (la plus prestigieuse : 40% de filles, 60% de garçons).

De même, dans l'enseignement technique, il y a 3% de filles qui préparent un baccalauréat industriel (celui qui offre le plus de débouchés), alors que c'est l'inverse dans les baccalauréats commerciaux et tertiaires.

Dans l'enseignement professionnel comme dans le monde du travail, les sections, les ateliers, les bureaux sont non mixtes. Si, dans les premières années de l'enseignement supérieur, le nombre de filles dépasse celui des garçons, dans le troisième cycle, elles ne sont plus que 44% des étudiants. En sciences, il y a 34% de filles (surtout en biologie ; en mathématiques, elles ne sont que 10%). Elles sont 71% en Lettres, 56% en droit, 46% en médecine.

En fait, cela est le résultat d'orientations différenciées du point de vue du sexe. Une étude menée par l'INETOP a montré que l'orientation des jeunes ne s'effectue pas seulement selon le niveau de réussite mais aussi selon le sexe : une fille de niveau moyen hésitera à suivre une section scientifique ; un garçon moyen choisit quand même cette section. Cela a pour conséquence de sur-sélectionner les filles dans la section C. L'idée, souvent véhiculée, d'un taux de réussite supérieur des filles au baccalauréat est vraie actuellement si on examine le taux, toutes filières confondues ; elle se révèle fautive si on lie les résultats, filière par filière, aux chances d'avoir un emploi ensuite.

Les critères de choix d'un métier sont différents pour les filles et les garçons : elles sont plus lucides sur le monde du travail ; elles savent que s'orienter vers des études scientifiques les conduira dans le champ masculin des métiers, où les problèmes d'horaires, de déplacements ne seront pas conciliables avec le rôle familial qu'on veut leur imposer. Très peu de jeunes filles



ont des idées sur le partage des tâches éducatives et ménagères : elles cherchent plutôt à tout concilier. Les garçons ne se posent pas du tout ces questions.

Et les discriminations continuent dans le monde du travail...

En parallèle à cette scolarisation croissante des filles se poursuit la montée des taux d'activité des femmes. Malgré les difficultés d'accès à l'emploi, liées au taux de chômage mais aussi à la différenciation sexuée de l'éducation et de la formation, les femmes ne se retirent pas du marché du travail. Leur part dans la population active ne cesse d'augmenter.

Quelques dates

En 1907, une loi autorise les femmes mariées à disposer de leur salaire (c'est-à-dire à le toucher elles-mêmes).

En 1920, les femmes peuvent adhérer à un syndicat sans l'autorisation de leur mari.

En 1945, la notion de « salaire féminin » est supprimée ; le slogan - si rarement appliqué - « à travail égal, salaire égal » s'inscrit dans la législation française.

En 1965, les femmes mariées peuvent exercer une activité professionnelle sans le consentement de leur mari.

En 1972, la loi rappelle le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes.

En 1938, la loi Roudy sur l'égalité professionnelle entre hommes et femmes est promulguée.

En 1992, une loi sanctionne l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail.

En 1962, 6,5 millions de femmes travaillent, pour 13 millions d'hommes.

En 1992, sur 24,8 millions d'actifs, 10,9 sont des femmes, 13,8 millions sont des hommes. Le taux d'activité des femmes est de 44% en 1977 ; il augmente régulièrement et passe à 46,4 en 1992.

En 1968, 60% des femmes vivant en couple sont des femmes au foyer ; elles sont 5,5 millions. En 1990, il n'y a plus que 30% des femmes vivant en couple qui sont inactives, soit 3,3 millions de personnes.

Depuis les années soixante, ce mouvement de féminisation de la population active ne s'est jamais interrompu : en 1961, 34% des actifs sont des femmes, 40% en 1982 et 44,5% en 1993. Si cette tendance se maintient, les femmes seraient majoritaires dans la population active en 2007. Dans le même temps, le taux d'activité des hommes diminue : 71,6% des hommes sont actifs en 1977 ; 63,6% en 1992.

Cette évolution marque une rupture dans la composition de la population active et surtout du salariat : pour la première fois de son histoire, les femmes sont, en proportion, plus salariées que les hommes : sur 100 hommes actifs, 82 sont salariés ; sur 100 femmes actives, 85 sont salariées.

Autre événement marquant de ces années - et qui en a étonné plus d'un - malgré la crise économique, elles ne sont pas rentrées à la maison. Cette croissance de l'activité des femmes est la plus

forte pour la tranche d'âge de 24 à 49 ans (avant, elles poursuivent leurs études ou sont au chômage pour 26% d'entre elles) ; dans cette tranche d'âge, 3 femmes sur 4 travaillent (et 96% des hommes) ; le modèle de la femme au foyer est une image en voie de disparition.

On constate cependant que le caractère sexué du marché du travail se perpétue (ainsi que la discrimination qui l'accompagne) : les professions les plus féminisées restent exclusivement féminines en 1992.

Quelques exemples :
- 99,66% de femmes parmi les 261 000 gardiennes, assistantes maternelles, travailleuses familiales ;

- 98,16% de femmes parmi les 175 000 employées de maison et femmes de ménage ;

- 97,64% de femmes parmi les 702 000 secrétaires ;

- 92,45% de femmes parmi les 175 000 infirmières salariées ;

- 91,53% de femmes parmi les 266 000 aides-soignantes ;

- 88,42% de femmes parmi les 235 000 commis et adjoints administratifs de la fonction publique ;

- 87,50% de femmes parmi les 192 000 agents de service des établissements scolaires ;

- 83,39% de femmes parmi les 236 000 agents de services hospitaliers ;

- 83,24% de femmes parmi les 274 000 employés des services comptables ou financiers ;

- 81,69% de femmes parmi les 289 000 agents de bureau de la fonction publique ;

- 78,78% de femmes parmi les 243 000 instituteurs ;

- 66,05% de femmes parmi les 217 000 nettoyeurs.

Plus de 50% des femmes exercent 20 métiers alors qu'il en existe plus de 400 !

Cela s'explique par le nombre de filières qui, dès la formation initiale, sont non-mixtes, comme on l'a vu plus haut.

La discrimination des femmes sur le marché de l'emploi ne se lit pas seulement dans les taux d'activité ou les types d'emplois occupés mais également dans les inégalités de revenu.

Cela tient d'une part au moindre « rendement » du même diplôme, selon qu'on est une femme ou un homme : 50% des femmes titulaires d'un DUT tertiaire, contre 19% des hommes, occupent un poste d'employée.

Cela tient aussi au fait qu'un emploi sur 5 est non qualifié et que

ce phénomène touche davantage les femmes :

- 1 655 000 femmes sont des employées non qualifiées pour 488 000 hommes ;

- 750 000 femmes sont des ouvrières non qualifiées pour 1 243 000 hommes.

Ces inégalités de salaire sont très importantes ; en 1990, les actifs à temps plein ont gagné en moyenne 119 000 F pour les hommes, 90 000 F pour les femmes, soit une différence de près de 25% !

En 1992, le salaire moyen d'une femme est inférieur d'un tiers à celui d'un homme.

Deux smicards sur 3 sont des femmes. En 1992, 6 femmes sur 10 gagnent moins de 500 F par mois, contre 4 hommes sur dix. En fait, le vieux slogan « à travail égal, salaire égal » ne peut s'appliquer car la loi fait l'impasse sur un « détail » : hommes et femmes ne font que très rarement le même travail ; ou bien, quand cela arrive, on ne reconnaît pas la même valeur aux tâches effectuées.

Pour comprendre ce phénomène, l'exemple du « Clavier enchaîné », décrit par Margaret Maruani et Chantal Nicole-Drancourt dans leur ouvrage *Au labeur des dames*, illustre la construction des différences de qualification, de salaires et de conditions de travail. Cette analyse de la construction différenciée de la qualification entre travail féminin et travail masculin est une des clés pour comprendre la hiérarchie des tâches, des métiers et des personnes qui les assument, sans parti pris féministe.

Tous ces effets se cumulent entre eux pour accentuer les écarts de salaire entre femmes et hommes : aux effets liés aux secteurs d'activité (les femmes sont plus nombreuses dans les secteurs les moins rémunérés) s'ajoutent des effets de structures (les emplois féminins sont concentrés dans les emplois les moins qualifiés).

Ce phénomène est amplifié par d'autres faits, comme les diplômes différents, la taille des établissements (il y a plus de femmes dans les PME, où les salaires sont plus faibles), l'ancienneté acquise est moins élevée (rupture due à la maternité, précarité plus importante, insertion professionnelle plus difficile), la stabilité dans l'emploi est moindre (plus de contrats à durée déterminée). Enfin, ces écarts énormes des revenus sont aussi liés au développement très sensible du travail à temps partiel : plus d'une femme sur quatre en 1992, contre 1 sur 5 en 1982, alors que cette modalité ne concerne que 3,5% des hommes en 1992.

Le travail à temps partiel est effectué à 83% par des femmes, le plus souvent dans des emplois non qualifiés (nettoyage, hôtellerie, caisses de supermarchés) et des situations imposées par les employeurs. Il permet à ces derniers d'imposer la flexibilité et la soumission à tous les salariés. Le statut du personnel est subalterne et les droits moins élevés, pour les salaires, la promotion ou l'ancienneté, les congés ou l'accès à une formation. Le licenciement est plus facile et moins coûteux.

En parallèle, on veut nous faire croire que ce type d'emploi est « choisi » par les femmes pour concilier vie professionnelle et vie

familiale.

temps de travail à temps partiel, à l'exception de la part des femmes qui travaillent à temps partiel pour des raisons de précarité professionnelle.

Les conditions de travail pour les femmes sont plus précaires que pour les hommes.

Le travail à temps partiel est imposé à 83% des femmes.

Le travail à temps partiel est plus précaire que le travail à temps plein.

Le travail à temps partiel est plus précaire que le travail à temps plein.

Le travail à temps partiel est plus précaire que le travail à temps plein.

Le travail à temps partiel est plus précaire que le travail à temps plein.

Le travail à temps partiel est plus précaire que le travail à temps plein.

Le travail à temps partiel est plus précaire que le travail à temps plein.

Le travail à temps partiel est plus précaire que le travail à temps plein.

Le travail à temps partiel est plus précaire que le travail à temps plein.

Le travail à temps partiel est plus précaire que le travail à temps plein.

Le travail à temps partiel est plus précaire que le travail à temps plein.

Le travail à temps partiel est plus précaire que le travail à temps plein.

Le travail à temps partiel est plus précaire que le travail à temps plein.

Le travail à temps partiel est plus précaire que le travail à temps plein.

SUR LES ONDES DE RADIO LIBERTAIRE

Les enjeux de la manifestation pour les droits des femmes

familiale. Cela est faux : le travail à temps choisi ne concerne qu'une minorité des femmes travaillant à temps partiel (celles qui ont un assez bon salaire pour avoir un salaire partiel, celles qui travaillent dans la fonction publique ou les grandes entreprises). En revanche, les hommes qui travaillent à temps partiel l'ont très souvent choisi, en particulier pour poursuivre des études.

Dans le même temps, la multiplication des emplois précaires touche plus particulièrement les femmes : par exemple, il y a 13% d'emplois précaires dans le secteur du commerce ou 12% dans les services aux particuliers pour 8% d'emplois précaires, pour l'ensemble des professions.

Les conditions de travail

Les conditions de travail ne sont pas non plus l'endroit où on pourrait trouver une parcelle d'égalité : le travail à la chaîne est imposé à 18% de femmes et 4,3% d'hommes ; les rythmes automatiques concernent 29,3% des travailleuses et 13,1% des travailleurs. Les cadences, les disciplines sévères, la tension nerveuse sont plus fortes dans un milieu où il y a beaucoup de femmes.

Le travail de nuit concerne 13% des salariées, soit 500 000 femmes et 2 000 000 d'hommes. La déréglementation en cours est un risque pour la santé de tous et de toutes.

Et le chômage ?

Le chômage des femmes est méconnu car il subit de nombreux préjugés socio-culturels qui le font apparaître comme « moins grave » : une femme au chômage est moins passive qu'un homme (la vie familiale l'occupe) ; un homme se définit d'abord par son métier, rarement par sa situation d'époux ou de père ; une femme se définit autant par son activité professionnelle que par ses activités familiales et sociales ; on a tendance à penser que son identité est moins perturbée par la perte d'un emploi ou que, si elle l'est, c'est moins grave. Le revenu qu'une femme obtient par son travail est moins élevé que celui d'un homme, donc la perte est moindre (même si elle est seule et/ou si elle a des enfants ?). On dit qu'elle « peut » s'en sortir : faire des ménages ou garder des enfants, soigner les vieux ou se prostituer, elle se débrouille...

Cependant, le chômage des femmes est plus important que celui des hommes : en 1994, les chômeurs sont 1 688 000, soit plus de la moitié des demandeurs d'emploi (et 53% parmi les moins de 25 ans).

Le taux de chômage (indicateur qui rapporte le nombre de chômeurs à la population active) est encore plus inégal entre femmes (14,9%) et hommes (10,8%), soit plus de 4 points d'écart. Ce taux est constamment supérieur à celui des hommes. L'écart entre garçons et filles est encore plus important pour les moins de 25 ans : 28,7% pour les filles et 20,6% pour les garçons.

Cet écart entre les sexes vis-à-vis du chômage serait sans doute encore plus important si les femmes inactives étaient aussi nombreuses que les hommes inactifs à s'inscrire à l'ANPE.

Cette généralisation de l'activité professionnelle des femmes n'a cependant pas eu pour conséquence de provoquer une diminution marquée des inégalités qu'elles subissent, ni une remise en cause profonde des rôles sociaux masculins et féminins. Les femmes assument le salariat en plus de leurs tâches traditionnelles, au prix d'arbitrages douloureux et de mille difficultés. Dans leur grande majorité, leurs collègues ou leurs compagnons restent insensibles à ces difficultés, quand ils ne s'affirment pas hostiles à leur indépendance sociale et financière.

L'analyse de toutes les injustes discriminations subies par les femmes montre qu'elles demandent beaucoup de luttes pour disparaître : lutter contre les habitudes de pensée et les idées reçues, lutter contre l'organisation du travail (à l'usine, au bureau... ou à la maison). Il ne suffit pas de revendiquer un droit à l'emploi pour toutes et tous et un salaire égal pour un même travail : il faut aussi s'opposer aux politiques patronales qui divisent les tâches par diviser ceux et celles qui les assument, qui imposent de nouvelles formes d'emploi (interim, temps partiel, précarité) et des bas salaires (SMIC jeunes, salarier partiel) à certaines parties de la classe laborieuse pour mieux les imposer à tous ensuite.

Les femmes ont lutté et luttent pour leurs droits : il y a sans doute un lien entre l'accès à la contraception et l'accès à une vie professionnelle. Grâce à cela, des parcelles de liberté ont été gagnées. Et si, après le 25 novembre, on agrandissait ces parcelles ? Si on accélérât le processus ? Chiche !

ELISABETH CLAUDE
(groupe Pierre-Besnard - Paris)

Bibliographie

- Briant P., Rimert S., Sofer C., « Les chiffres-clés du travail féminin. Bilan 1975-1995 », *Premières informations / Dossiers statistiques*, hors-série n° 2, septembre 1994.
- Couppié T., Fournier C., « Emploi des femmes : une réalité de plus en plus éclatée », *CEREQ Bref*, n° 104, décembre 1994, 4 pages.
- Djider Z., Lefranc D., « Femmes au foyer : un modèle qui disparaît », *INSEE Première*, n° 403, septembre 1995, 4 pages.
- Maruani M., Nicole-Dranourt C., *Au travail des dames, métiers masculins, emplois féminins*, éditions Syros alternatives, 1989.
- Maruani M., « Féminisation et discrimination : évolutions de l'activité féminine en France », *L'Orientation scolaire et professionnelle*, 1991, 20, n° 3, pp. 243-256.
- Mosconi N., *Femmes et savoir, la société, l'école et la division sexuelle des savoirs*, éditions L'Harmattan, 1994.
- Silvera R., *Femmes d'Europe sur le marché du travail*, édition L'Harmattan, 1994.
- Sonnac N., Eydoux A., « La féminisation croissante du marché du travail », *Partenaires*, n° 11, 6 mars 1995.
- Zhang Y., « Une place chèrement acquise dans le monde du travail », *Travail, le magazine de l'OIT*, n° 12, 1995, pp. 4-19.
- « Le point sur le chômage des femmes », *Droits des femmes*, février 1995, 2 pages.

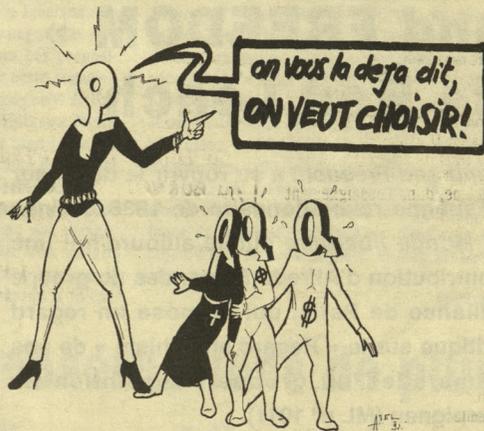
« Femmes Libres » sur Radio Libertaire (89.4), le 8 novembre, a invité Hélène Hernandez, militante de la Fédération anarchiste mais aussi animatrice de la CADAC (Coordination nationale des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception), à expliquer les enjeux de la manifestation du 25 novembre en faveur des droits des femmes.

Nelly Trumel, pour « Femmes Libres » : Le 25 novembre, enfin une manifestation pour défendre les droits des femmes !

Hélène Hernandez : Enfin, oui car voilà bien longtemps que les femmes ne sont pas descendues dans la rue. Vingt ans, sauf quelques exceptions comme au moment de la reconduction de la loi sur l'avortement, en 1979, ou comme la mobilisation pour obtenir le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse en 1982. Elles furent nombreuses à se mobiliser dans les années 70, en mixité et en non mixité, mais l'arrivée de Mitterrand au pouvoir a paralysé toute lutte sociale pendant des années, y compris sur le terrain des droits des femmes. Un attentisme aux promesses du candidat-président, promesses non tenues, qui a caché les remises en cause successives du droit de maîtriser sa fécondité à partir d'une loi dite Veil restrictive pour les mineures, les étrangères et quant aux délais et d'une pénalisation de l'avortement toujours en vigueur depuis 1920 : contraception de moins en moins remboursée, moyens réduits en matière d'avortement, pas d'information ni d'éducation sexuelle et contraceptive.

Avant les attaques des commandos Anti-IVG, les politiques sanitaires et familiales avaient déjà sévi pour restreindre l'accès au droit de choisir si bien qu'une IVG sur trois est réalisée dans le secteur privé qui exige un versement en espèces et sur-facturé (deux sur trois en région parisienne) et si bien que 5 000 femmes sont contraintes chaque année de se rendre à l'étranger (Pays-Bas, Grande-Bretagne, Catalogne) pour avorter faute d'avoir trouvé une solution en France dans les délais (10 semaines) imposés par la loi.

La nomination du gouvernement au printemps dernier a rendu plus visibles les menaces notamment avec l'arrivée de Colette Codaccioli connue pour ses positions familialistes traditionnelles. N'oublions pas que Chirac est président d'honneur de la Fondation Jérôme-Lejeune, militant décédé de « Laissez-les vivre ». Quant au nouveau gouvernement de ce jour, rien de bien nouveau. Jacques Barrot est un fervent catholique qui avait voté contre le remboursement de l'IVG (même position que le « socialiste » Bérégovoy) et il s'entoure d'Hervé Gaymard, nommé secrétaire d'Etat à la Santé et à la Sécurité sociale, membre actif de l'Opus Dei et de la Fondation Jérôme-Lejeune. Tout est à craindre pour la santé publique et pour tout financement ou remboursement de l'avortement, de la contraception et de l'information, mais aussi avancent les



offensives pour le retour des femmes au foyer.

C'est l'arrivée du gouvernement Juppé 1 et la possible amnistie des commandos anti-avortement qui ont incité bon nombre d'organisations féministes, syndicales, politiques et laïques à s'engager dans une mobilisation nationale. L'éclairage médiatique sur la situation des femmes, lors de la conférence mondiale de Pékin, en a réveillé d'autres.

Nelly Trumel : Une question perdue qui s'adresse à la militante anarchiste. Comment la Fédération anarchiste peut-elle se retrouver dans un appel à une manifestation unitaire aux côtés de mouvements aussi divers que le PS, Radical ou les divers syndicats réformistes ?

Hélène Hernandez : La Fédération anarchiste n'a pas attendu cet appel pour agir contre la remontée de l'ordre moral. Depuis avril 1990, elle a lancé une campagne pour le droit à l'avortement et à la contraception au moment où différentes forces dont le Planning familial ne souhaitaient pas faire de bruit sur les actions commandos : articles dans le *Monde libertaire*, édition d'une brochure (*Avortement, contraception : on vous l'a déjà dit... on veut choisir*), tournée de réunions publiques, tracts, émissions de radio, etc. Puis la CADAC s'est constituée en octobre 1990, la Fédération anarchiste y a pris place. Autre brochure réalisée par la Fédération, c'est celle intitulée *Ordre moral : analyses et propositions anarchistes*. Et quant à la dénonciation de la discrimination dans l'emploi ou dans la vie sociale dont sont victimes les femmes, elle fait l'objet régulièrement de nombreux articles ou d'émissions de radio sur Radio Libertaire ou dans des émissions animées sur divers radios libres.

Il y a urgence à se remobiliser pour les droits des femmes et ce ne sont pas les signatures des réformistes qui nous

feront nous retirer d'un appel que nous avons contribué à lancer. Bien sûr que nous devons être très vigilants sur les tentatives de récupération, certains voudront redorer leur blason, mais aucune élection ne se profile dans les semaines ou les mois à venir : cela permettra de mieux montrer les organisations qui s'engagent dans cette mobilisation pour le 25 novembre certes, mais aussi pour après. Nous devons recréer une dynamique générale face à l'importance et la diversité des attaques gouvernementales, une seule manifestation aussi réussie soit-elle ne suffira pas à élargir nos droits, tout au plus servirait-elle à freiner l'offensive.

Nelly Trumel : Des motifs pour se mobiliser donc. Quatre mots d'ordre courts et ouverts, à chaque organisation de développer ce qu'elle entend défendre.

Hélène Hernandez : Rappelons les slogans de cette manifestation mixte : — « En avant toutes et tous, ensemble défendons les droits des femmes... pour le droit à l'avortement et à la contraception ; pour le droit à l'emploi » ; pour une réelle égalité entre les femmes et les hommes ; contre la remontée de l'ordre moral. »

Pour la Fédération anarchiste, nous insisterons principalement sur la revendication de liberté ouverte à toutes (extension aux mineures et aux étrangères) et de gratuité pour l'avortement et la contraception (toutes les techniques et produits, y compris les préservatifs) mais aussi pour l'abrogation de la loi de 1920 qui pénalise l'avortement et interdit l'information sur l'avortement. Nous insisterons en outre contre l'ordre moral des Etats, du capitalisme et des religions en reprenant un mot d'ordre comme « Ni dieu, ni maître, ni ordre moral ».

Retranscription assurée par MYRIAM CLAUDE

LE MANS - Le Comité de vigilance contre les commandos anti-IVG (dont fait partie le groupe FA) organise un départ en autocar à l'occasion de la manifestation du 25 novembre, pour la défense du droit des femmes. Départ : 10 h, place du Jet-d'Eau. Participation : 80 F (réservations au : 43.24.91.84).

Ciné sélection

« LAND and FREEDOM » de Ken Loach

Land and Freedom a su rouvrir le débat sur l'Espagne révolutionnaire de 1936... Ainsi, le Monde libertaire publie aujourd'hui une contribution d'Alfredo Fernandes du groupe Alliance de Paris, qui propose un regard critique sur le « Regard anarchiste » de nos camarades du groupe Puig-Antich de Perpignan (ML n° 1011).

Nous publions également un article de notre ami Abel Paz, rédigé à Rome, initialement commandé par le quotidien marxiste italien Il Manifesto, mais que la rédaction a finalement refusé.



Miliciens de la CNT-FAI. Extrait de : CNT-AIT 1936, The Spanish revolution, The Ex, Amsterdam, 1986.

LA PETITE SEMAINE

Les cadavres qui puent

Du placard encombré et pestilentiel où l'Histoire entasse les héros de la nation, la France idolâtre a sorti le dernier en date de ses sauveurs suprêmes, le temps d'un anniversaire.

Pour embaumer les restes décaïs d'une imposture appelée de Gaulle, des « compagnons » gâteux, d'anciens valets fidèles, un pied dans la politique, l'autre dans le journalisme, se sont fait concurrence pour exalter l'art du mensonge, de la félonie, du reniement et de l'ingratitude, ces « vertus » qui, avec la folie des grandeurs, distinguent ces aventuriers douteux destinés à devenir, au fil du temps, légendes dorées pour âmes simples.

Pour donner du cachet à ce triptage de dépouille glorieuse, des guignols de la pensée domestiquée, anciens adorateurs de Mao ou de Pol Pot, des Glucksmann, des Lacouture, sont venus accrocher leur livrée aux branches de la croix de Lorraine pour se coucher dans l'ombre du Général.

De Vercingétorix à la vieille baderne étoilée de Colombey, en passant par Charlemagne ou Napoléon, les escroqueries providentielles ne manquent pas. D'autres viendront qui, comme celle qu'on célèbre aujourd'hui, n'auront pour légitimité que la bêtise des foules à échine souple abdiquant toute responsabilité, toute dignité, pour sacrifier des totems, tristes pendants de leur médiocrité.

FLOREAL

Les miroirs déformants

Critique de la critique à propos de Land and Freedom



Barcelone, le 19 juillet 1936, une barricade anarcho-sindicaliste. Extrait de : CNT-AIT 1936, The Spanish revolution, The Ex, Amsterdam, 1986.

Pour DES RAISONS trop évidentes, Land and Freedom, le nouveau film de Ken Loach, n'est pas du genre à passer inaperçu. Les critiques, qu'il a suscitées depuis ses premières projections en Espagne, en témoignent. Ce n'est pas uniquement parce que le sujet en est la « guerre civile espagnole », mais parce que, avec une dignité et un courage qu'il convient de saluer, il donne la parole à tous ceux qui, depuis fort longtemps, en ont été spoliés. Si Ken Loach s'était contenté de faire un film de plus sur le « guerre d'Espagne », il est probable que les critiques eussent été moins acerbes, passionnelles et plus unanimes. Mais voilà, ce que Ken Loach a voulu montrer — et ce qu'il montre d'ailleurs avec beaucoup de simplicité et talent — c'est que le « Front populaire » des forces républicaines contre la coalition nazi-fasciste ne fut, au mieux, que l'arbre qui cache la forêt. Or si l'on accepte de laisser l'arbre de côté, afin d'avoir une vue d'ensemble sur la beauté de la forêt, force nous est de constater que le véritable enjeu, pour les révolutionnaires dignes de ce nom, était de considérer la guerre et la Révolution sociale comme deux aspects inséparables d'un même processus. Cela, à sa manière, même le néo-stalinien Santiago Carrillo (rénovateur ès-poussière devant l'Éternel) l'a bien saisi, qui dit : « Ce film défigure et rabaisse la lutte du peuple espagnol contre le fascisme depuis un point de vue gauchiste ». Et il ajoute : « Ce film ne correspond pas du tout à la réalité historique, il laisse penser que l'armée républicaine était l'armée de Staline, et pour faire une critique de Staline, il fait disparaître le fascisme, Franco, Hitler, Musso-lini » (1).

Mais laissons là le « camarade » Carrillo, sa loquacité de poulailler et ses proesses en sophistique pour réitérer sans ambages que ce ne fut pas pour la démocratie — bourgeoise —, ni pour la république des boutiquiers — en gros ou au détail — que la fraction la plus consciente du prolétariat espagnol

risqua sa vie. C'est, entre autres, l'un des points sur lesquels insiste George Orwell : «... Et il y eut quelque chose de plus important encore : la classe ouvrière espagnole ne résista pas à Franco au nom de la « démocratie » et du statu quo, comme il est concevable que nous le ferions en Angleterre ; sa résistance s'accompagna — on pourrait presque dire qu'elle fut faite — d'une insurrection révolutionnaire caractérisée » (2). Dans la même optique, Camillo Berneri, exprimant plus que des réserves quant à l'efficacité des ministres anarchistes, déclare : « Le dilemme « guerre et révolution » n'a plus de sens. Le seul dilemme est celui-ci : ou la victoire sur Franco grâce à la guerre révolutionnaire, ou la défaite » (3).

Autant l'observation de George Orwell que la position tranchée de Camillo Berneri résumant, pour l'essentiel, la nature des enjeux et la ligne de partage entre les tenants de la politique de « Front populaire » et les forces révolutionnaires. De ce point de vue, par delà les critiques mineures que l'on pourrait adresser à son film, le travail de Ken Loach est une réussite. Qu'il s'agisse des débats sur la collectivisation ou de l'état d'esprit solidaire et égalitaire qui règne au sein des milices, il est indéniable que la caméra de Ken Loach a su saisir la quintessence de ce que fut la révolution espagnole.

Pourtant, que « Le temps ne fait rien à l'affaire... », comme le chantait le poète, c'est ce que nous révélent ces quelques critiques adressées à Ken Loach. Tout d'abord, en parfaite symbiose avec la pensée — profonde comme l'abîme — de Santiago Carrillo, Jean-Pierre Léonardini (de l'Humanité) déclare : « Ayant choisi son camp, Ken Loach lui prête toutes les vertus. Du coup, on ne sent pas la pression de l'ennemi véritable et terrible, allié aux nazis et à Mussolini » (4).

Pour le reste, en un des plus purs styles de dialectique unijambiste, l'Humanité du mercredi 4 octobre (qui consacre toute une page à la critique de Land and Freedom), nous

livre de véritables perles de prose, garantie, authentiquement « réalitico-socialiste ».

« A trop vouloir montrer les divisions d'un camp, on en oublie l'adversaire affronté alors. »
« Pas question d'évoquer ce que fut la guerre d'Espagne mais seulement d'aborder les quelques mois de la période révolutionnaire, sur le front d'Aragon et en Catalogne. »

Puis, à la façon sacristain et apologiste de la raison froide :
« Comme à son habitude, Ken Loach cherche à délivrer un message de la façon la plus émotionnelle et la plus compatissante qui soit, « à travers, dit-il, des expériences humaines et des sentiments individuels ».

Enfin, dans la rubrique « Opinion », le virtuose José Fort ponctue ces vastes mélodies par une sonate en la bémol mineur, sur le thème : « Nos pères n'étaient pas des assassins ».

« La guerre d'Espagne, nous jouet-il, ne pourra jamais se résumer en un simple affrontement entre une poignée d'illuminés et une bande d'assassins au service de Staline. »

A humer la prose de l'Humanité, on se trouve admiratif devant la convergence de ses points de vue avec Santiago Carrillo qui, rappelons-le, pendant les événements relatés par Ken Loach, se distingua particulièrement par un usage immodéré de la langue de bois stalinienne : « La politique des trotskistes disant que nous luttons pour la première révolution sociale, c'est la politique des envahisseurs, c'est la politique des fascistes » (5).

Ces propos d'aujourd'hui aux relents d'hier, véhiculés par les enfants (toujours bien éduqués) et petits enfants de Staline, illustrent le hiatus historique entre tenants du radicalisme révolutionnaire et zéloteurs de ce mont-de-piété de la pensée, que constitue le soit-disant « réalisme politique ». Au fond, de Carrillo aux « petits-marchands-de-prose » de l'Humanité, on constate la grande forme et la continuité d'un parti, dont l'actuel mot d'ordre d'« opposition constructive », semble

constituer l'un des nombreux horizons indépassables.

Autrement édifant est ce « Regard anarchiste », regard torve, s'il en est, que porte le groupe Puig-Antich de la FA sur le film de Ken Loach.

D'emblée, tout juste après avoir, fort « généreusement », accordé un brevet de courage et de révolutionnarisme aux militants du POUM, une énergie considérable est déployée pour réduire leur rôle à néant. Ainsi, les campagnes de calomnies et l'élimination systématique du POUM par les stalinien ne représentent, pour ce regard anarchiste, « qu'un aspect secondaire de ce qu'est historiquement la Révolution espagnole ». Puis, pour l'indispensable objectivité, on a recours au témoignage de ce qui semble être un maître en impartialité, Robert Louzon, lequel, vu le nombre d'adhérents et la « réclame tapageuse » du POUM, décrète péremptoirement l'insignifiance de cette organisation. Le mot de la fin étant : le manque d'objectivité, les erreurs et les approximations dont, face à ce « regard perce-muraille » du groupe Puig-Antich, se serait rendu coupable le malheureux Ken Loach.

On peut, certes, comprendre et partager le dépit du groupe Puig-Antich quant à la place que fait Ken Loach aux organisations anarchistes dans *Land and Freedom*. Pourtant, s'il en parle relativement peu, il le fait toujours correctement... Dès le début de son film, la CNT y est tout de même présentée comme l'organisation du prolétariat révolutionnaire par excellence. Et même si Ken Loach a choisi de construire son scénario à travers l'expérience d'un groupe de miliciens du POUM, les allusions à l'anarchisme y occupent une certaine place. Par ailleurs, si les précisions sur la différence idéologique entre le POUM et les organisations anarchistes se trouvent être éclairantes par rapport au sujet traité par Ken Loach, on ne peut dire la même chose sur les moyens employés. Déduire, par exemple, l'importance du POUM par le nombre de ses adhérents, n'a d'intérêt que pour ceux qui croient que la quantité détermine la qualité des idées ou des pratiques. Cependant, ce qui nous semble le plus désolant dans ce « Regard anarchiste » porté sur le film de Ken Loach, c'est qu'il considère l'élimination physique des militants du POUM comme une affaire qui ne concernerait que le camp républicain et, plus particulièrement, le camp « marxiste ». Il y a, nous semble-t-il, dans cette affirmation, une sorte de mépris et de cynisme mêlés, dont on voit peu en quoi ils seraient redevables à

l'éthique anarchiste. Camillo Berneri, qui fut un militant anarchiste de valeur et dont le témoignage valait, en calculant au plus bas, celui de tous les Robert Louzon du monde, considérait suffisamment la valeur révolutionnaire du POUM. En tout cas, jusqu'à prendre sa défense : « [...] Plusieurs critiques et plusieurs slogans du POUM correspondent à la réalité et peuvent renforcer le développement de la révolution sociale espagnole » (7).

Enfin, après avoir rappelé qu'au regard des faits, personne ne pouvait taxer le programme du POUM de contre-révolutionnaire, Camillo Berneri conclut son article en soulignant que les militants de ce parti sont au nombre de ceux qui refusent de dissocier la guerre de la révolution sociale.

Si, par delà les miroirs déformants et les regards déformés, on est attentif à l'essentiel du message de *Land and Freedom*, on sera conquis par la sensibilité qui en émane. Car la Révolution espagnole demeure l'un des grands moments d'effervescence dans l'histoire de l'humanité. Il fut un jour où, accourant de différents pays, des hommes et des femmes se sont retrouvés dans la lutte de prolétaires espagnols qui combattaient contre les « fascismes » et pour la Révolution sociale. Ils voulaient, non seulement, transformer le monde, mais encore changer la vie. Ils se sont battus pour autre chose qu'un gouvernement ; pour autre chose qu'une augmentation de salaires. Ils se sont battus pour en finir avec le règne des maîtres, la servitude engendrée par les rapports marchands et les diverses formes d'aliénation qui en découlent... Et c'est à eux, à travers des images, que Ken Loach dédie son poème filmé. C'est à eux et c'est aussi à nous, parce que leur défaite reste la nôtre. Et à l'aune de leur défaite, on mesure, également, la progression de la barbarie stalinienne ou néo-libérale. A ce titre, ce film possède une véritable dimension éthique, où s'exprime cette Anarchie, qui est la légitime revendication d'un total vouloir vivre.

ALFREDO FERNANDES
(groupe Alliance - Paris)

- (1) *Libération*, du 13 avril 1995.
- (2) George Orwell in *Hommage à la Catalogne* - Appendice 1.
- (3) Camillo Berneri, *Œuvres choisies*, chapitre : *Lettre ouverte à la camarade Federica Montseny*, éditions du Monde Libertaire.
- (4) *L'Humanité*, du 23 mai 1995.
- (5) Santiago Carrillo, cité par Camillo Berneri in *Œuvres choisies*, chapitre : *Pour la défense du POUM*, éditions du ML.
- (6) *Le Monde libertaire* n° 1011, « Regard anarchiste sur *Land and Freedom* de Ken Loach ».
- (7) Camillo Berneri in *Œuvres choisies*, chapitre : *Pour la défense du POUM*, éditions du ML.

Après m'être rendu dans une quinzaine de villes italiennes : de Milan à Florence, d'Udine à Vérone, etc., à l'invitation de la Fédération anarchiste italienne, qui désirait profiter de la sortie du film de Ken Loach pour débattre sur la révolution espagnole, j'arrivai à Rome au Cercle Bakounine. Là, un camarade m'informa que le journal *Il Manifesto* désirait publier mon commentaire sur le film *Tierra y Libertad*. En outre, mon article serait accompagné par une interview. J'ai accepté volontiers ces propositions pensant à leur utilité (saisir cette occasion pour parler de la révolution espagnole et des anarchistes). Le journaliste-coordonateur, Pietro Di Gennaro, s'engageait à publier mon texte. Je le rendis le 16 octobre à la rédaction du journal (il s'agit de l'article qui suit ce préambule).

Lors de la réception de mon écrit, j'avais bien remarqué l'expression ennuyée de son visage, visiblement l'article le dérangeait. Mais malgré cela il m'interviewa pendant plus d'une heure. Nous nous sommes quittés après qu'il m'eut

réitéré son engagement à publier intégralement mon texte, complété par l'interview. A partir de ce jour, je n'eus plus de nouvelles. Le 26 octobre, je reçus un appel téléphonique d'un copain de Rome du Cercle Bakounine, qui me prévenait du refus de publication. Comme raison invoquée, la rédaction lui avait stipulé que mon « style » ne correspondait pas à celui du journal et, en conséquence, elle me demandait de le réécrire, tout en précisant qu'un refus de ma part rendait caduc leur engagement. Bien entendu, je n'étais pas prêt à me soumettre à pareil chantage, aussi je maintiens stricto sensu l'intégralité de mon article en laissant à la rédaction la liberté de pratiquer la liberté d'expression telle que le conseille son « style ». Je publie, ici, le texte en question. Plus qu'un simple refus, cela démasque surtout l'importance de la séquelle stalinienne chez ceux qui, aujourd'hui, se revendiquent encore anti-staliniens.

ABEL PAZ

Quelques observations de plus sur *Tierra y Libertad*

DÉJÀ OSCAR WILDE avait écrit que « Si quelqu'un dit la vérité, on peut être sûr que tôt ou tard elle sera découverte », et c'est ce qui a été mis en évidence dans le film *Tierra y Libertad* de Ken Loach : le grand mensonge soutenu par le Parti communiste sur la guerre civile espagnole. Burnett Bolloten, dans son ouvrage monumental, *Le Grand camouflage* (1) nous a informé sans contestation possible sur les conditions dans lesquelles s'est retrouvée l'Espagne à partir du 19 juillet 1936, c'est-à-dire la révolution sociale la plus avancée dans ce siècle, révolution qui a été défigurée, diffamée et calomniée par la volonté de l'appareil de propagande de la III^e Internationale. Cette propagande tentait de réduire le conflit à une simple question intérieure espagnole.

La conséquence de cette politique stalinienne fut le sacrifice du prolétariat espagnol au bénéfice d'une stratégie programmée depuis l'Union soviétique dans la perspective de sa politique internationale qui allait fatalement conduire au pacte d'Hitler et de Staline d'août 1939. Cette politique stalinienne a été défendue et l'est encore en Espagne par les nostalgiques staliniens de la généra-

tion de Santiago Carrillo et Vasquez Montalban (voir pour ce dernier son article dans *L'Humanité* du 4 octobre 1995).

L'holocauste du peuple espagnol, initié par Staline et porté à son terme par Franco, a fait un million de morts, un million de prisonniers, 500 000 exilés, 250 000 fusillés et quarante ans de répression ininterrompue : un bilan tragique. La vérité est que l'Espagne de 1931 à 1936 était entrée dans un processus révolutionnaire irréversible.

Les réformes indispensables allaient être réalisées soit par la Seconde République, soit par la classe ouvrière et paysanne, et c'est cette dernière qui devait prendre le dessus en raison du manque de courage et de volonté de la part des gouvernants espagnols. Ceux-ci, appliquant une politique favorable à la classe dominante et par conséquent contraire aux opprimés, ont conduit le pays sur le plan social à un carrefour : fascisme ou révolution sociale. Les événements du 6 octobre 1934, dans les Asturies, ont montré clairement que les deux grandes organisations syndicales, CNT (anarcho-syndicaliste) et UGT (social-révolutionnaire), n'étaient pas disposées à permettre en Espagne ce qui s'était passé en Allemagne un an auparavant (1933). Elles prirent les armes pour faire front aux forces réactionnaires et, par delà, supplanter l'ordre bourgeois par une société socialiste et libertaire. Elles s'agissaient d'un préavis sans équivoque de ce que seraient les conditions générales du conflit social imminent en Espagne.

Le 19 juillet 1936 ne fut rien d'autre que la fissure naturelle du pays en deux blocs : révolutionnaire d'un côté et contre-révolutionnaire de l'autre. Les révolutionnaires se trouvaient chez les ouvriers et les paysans. Contre vents et marées, ils étaient prêts à conduire la révolution le plus loin possible et à lutter contre la réaction, c'est-à-dire les « golpistes » et leurs complices dans la zone républicaine. *Tierra y Libertad* met distinctement en évidence cette question. Si cette vérité dérange, tant pis.

Si cette révolution du 19 juillet 1936 avait réussi à se propager en Europe et en passant par le Maroc pour s'étendre dans le tiers monde, que serait-il advenu ? Ce qui est sûr, c'est qu'elle a été privée de toute possibilité : le Front populaire français, Léon Blum et Maurice Thorez ne se sont pas contentés de la formation d'un « Comité de non-intervention », mais ils ont surtout empêché que l'Espagne révolutionnaire accorde l'indépendance à sa colonie marocaine en septembre 1936, sous prétexte d'un traité secret signé par la France et l'Espagne en 1906. Traité que la France a mis à exécution en 1925, quand il s'est agi de massacrer la toute jeune république du Rif (1925-1926), mais qui ne fut pas appliqué après le soulèvement de Franco le 18 juillet 1936, quand il s'est rebellé contre la République espagnole à partir de sa colonie marocaine. Le résultat de ce conflit est que le capitalisme international avec l'ensemble de la II^e et III^e Internationale ont tué l'espoir d'un peuple, qui luttait pour son droit à la vie. C'est-à-dire pour le pain et la liberté.

La révolution espagnole a été très simple, si simple, à comparer comme deux gouttes d'eau avec ce qui arrive actuellement dans la région mexicaine du Chiapas.

En conclusion, le prolétariat espagnol a achevé en beauté une période historique, avec sa révolution, en sauvant l'honneur révolutionnaire. Révolution qui eut son chant du cygne durant les journées de mai 1937.

Les Orlov, Togliatti, Vidali et compagnie ont été à l'origine d'une période qui allait conduire à la bombe atomique et à la barbarie. Ken Loach, avec son film, ne fait pas autre chose que de rétablir dans ses grandes lignes cette vérité.

ABEL PAZ

(Rome, le 16 septembre 1995)

(1) Publié en France sous le titre *La révolution espagnole, la gauche et la lutte pour le pouvoir*, éditions Ruedo Ibero, 1977.



Hommage à Fernando Gomez Pelaez

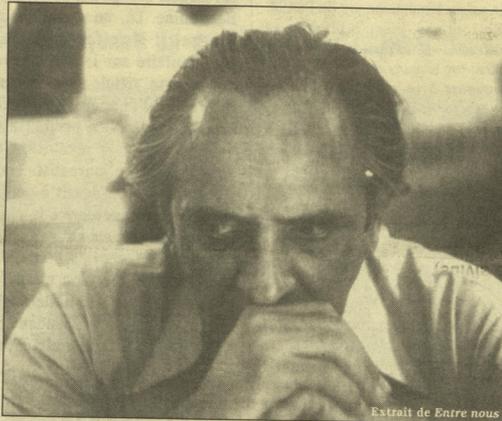
LE 26 JUILLET dernier, au cimetière parisien de Bagneux, un ultime hommage était rendu à Fernando Gomez Pelaez, militant anarcho-syndicaliste espagnol.

La première fois que je l'ai vu, c'était à la tribune d'une assemblée du Syndicat des correcteurs. C'était pendant la grève de l'imprimerie Larousse où il était délégué. Après, c'était dans les réunions des libertaires espagnols exilés de la CNT.

Fernando Gomez Pelaez était né en 1915 à Torrelavega (province de Santander). Dans les années 30, il avait été secrétaire de l'Athénée libertaire de Torrelavega et membre de l'Avant-Garde fédérale, puis rédacteur à *La Region*, quotidien de gauche de Santander. En 1935, il adhéra à l'UGT (Union générale des travailleurs, de tendance socialiste) et présidait la Bourse du travail de Torrelavega. Le mouvement ouvrier, dans ces régions du nord de l'Espagne

(Cantabrie, Asturies), avait une particularité : il était unitaire. On n'aurait pas dit qu'il existait, on ne divisait pas la classe ouvrière. Ainsi, des militants libertaires pouvaient se retrouver secrétaires de sections de l'UGT, ou le contraire. Il fallut attendre le début de la guerre civile pour que ce phénomène, unique en Espagne, changeât. Fernando Gomez Pelaez adhéra en 1936 à la CNT (Confédération nationale du travail, anarcho-syndicaliste). Comme membre des Milices confédérales sur le front de Burgos et dans les Asturies, d'abord, comme soldat de l'armée républicaine sur le front de l'Ebre et en Catalogne, après la militarisation des milices, ensuite, il combattit les « croisés » du sabre et du goupillon, les tenants de l'ordre noir. 1936-1939, trois ans pour tout perdre.

Hors d'Espagne, il y avait les camps des Pyrénées-Orientales, les compagnies de travail, le sort qu'on



Extrait de *Entre nous*

réserve aux vaincus, les désillusions. Hors d'Espagne, il y avait l'Espagne, la moitié d'Espagne, comme disait le poète Machado. Il y avait le combat, tenace, inces-

sant, permanent, pour un impossible retour. Franco ne fut pas chassé par les Alliés. Les exilés pouvaient attendre. Ils attendirent longtemps.

A la Libération, Fernando Gomez Pelaez fut nommé, par la CNT en exil, directeur de *Solidaridad Obrera*, hebdomadaire au respectable tirage de 20 000 exemplaires. De 1946 à 1954, il exerça cette fonction. A la fin des années cinquante, il participa à l'équipe de rédaction du mensuel *Atalya*, publication interne au mouvement libertaire espagnol. De 1970 à 1977, il assumait la direction de *Frete libertario*. De 1977 à 1982, il s'occupa de la rédaction de *Confrontacion*, bulletin interne de discussion. Parallèlement, il s'était lancé, dans les années cinquante, dans un vaste projet bibliographique sur la guerre d'Espagne, en collaboration avec l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, projet non abouti ; il avait fondé un Fonds photographique sur la guerre d'Espagne ; il avait

collaboré à diverses publications, parmi lesquelles la revue *Interrogations*.

Après, ce fut le printemps de 1976 et le retour en Espagne. Le renouveau de la CNT, les nouvelles conditions socio-politiques... « Il restait le vieux rêve de l'émancipation. Il demeura. »

La terrible maladie d'Alzheimer l'empêcha dans les dernières années de sa vie à se consacrer à un travail d'histoire locale sur ses années de jeunesse. Pour nous, il reste présent dans nos cœurs. Salut, camarade.

THIERRY PORRÉ
(avec l'aide de l'article écrit par **FREDDY GOMEZ** en hommage à son père dans *Entre nous*, bulletin de liaison des correcteurs retraités et pré-retraités)

Associations

TOURS : RÉUNION POUR PRÉPARER UNE RIPOSTE A LA VENUE DU PAPE

A l'initiative de la fédération d'Indre-et-Loire de la Libre Pensée, afin de discuter de la venue de Jean-Paul II et des manifestations prévues autour de cet événement, est convoquée une réunion le jeudi 16 novembre, salle 105, aux Halles de Tours, à 20 h 30. Vous êtes invités à venir nombreux.

PARIS : VIDÉOS ET DÉBATS A LA « LA BONNE DESCENTE »

• Vendredi 17 novembre - 20 h : « Ex-Yougoslavie : les médias et la guerre » (rencontre avec Dragica Mugosa, de l'Agence indépendante d'information de l'ex-Yougoslavie).
• Samedi 18 novembre - 15 h : vidéos indigènes :

— *Le fleuve, source de vie*, de Daniele Pinacue (ex-guerrillero du mouvement indigène « Quintin Lame », en Colombie) ;

— *Festival de l'eau*, d'Emilio Caballero (sur la communauté Mixe, au Mexique).

Les projections seront suivies d'un débat avec les réalisateurs.

• Samedi 18 novembre - 21 h : *Histoire inachevée du Chiapas*, de Cristian Calonic. Un débat sur le mouvement zapatiste suivra la projection.
« La Bonne descente », 64, rue Rébeval (M^o Belleville), 75019 Paris. Tél. : 40.18.01.69.

AUBENAS : MANIF. CONTRE L'ARME ATOMIQUE

A l'initiative du Collectif Basse-Ardèche (et avec le soutien de diverses organisations, dont le groupe FA d'Aubenas), une manifestation contre l'arme atomique est organisée le samedi 18 novembre, à 11 h, place de la Poste, à Aubenas.

MONTPELLIER : JOURNÉE CONTRE L'ENFERMEMENT

Le samedi 18 novembre, au Centre Rabelais, esplanade Charles-de-Gaulle, le Collectif pour les journées libertaires de Montpellier organise une journée contre l'enfermement. Au programme :

— 14 h : projection du film du réalisateur australien John Hillcoat, *The ghosts of the civil dead* (une mise en lumière du degré de manipulation de la société par le crime, la drogue et les médias, à travers un lieu allégorique : la prison) ;

— 16 h 30 : débat avec Charlie Bauer (auteur de *Fractures d'une vie*), sur l'enfermement carcéral en particulier et, plus généralement, sur les censures, les exclusions, les discriminations, les ignorances véhiculées par la désinformation et la manipulation.

Collectif pour les journées libertaires, BP 11, 34830 Clapiers cedex.

PARIS : CONCERT AU LYCÉE AUTOGÉRÉ

Raymonde et Les Blancs Beccs, Ahorcados, Les Partisans... se produiront au lycée autogéré de Paris, 393, rue Vaugirard (M^o Convention), 75015, le samedi 18 novembre, à 17 h. Entrée : 60 F.

PARIS : COLLOQUE INTERNATIONAL DE LA SOCIÉTÉ PROUDHON

Le samedi 18 novembre, entre 9 h et 18 h, la Société Pierre-Joseph-Proudhon organise un colloque international sur le thème suivant : « Les nationalités ont-elles le droit de vivre ? Proudhon contre ses contemporains », au Foyer international d'accueil de Paris Jean-Monnet (FIAP), 30, rue Cabanis (M^o Glacière), 75014 Paris. Entrée libre et possibilité de repas sur place.

Société Pierre-Joseph-Proudhon, EHESS, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris.

NÎMES : SOIRÉE CONTRE LA VIDÉO-SURVEILLANCE

Le samedi 18 novembre, les collectifs contre la vidéo-surveillance organisent une journée d'action nationale contre la vidéo-surveillance. Celui de Nîmes organise une soirée avec la projection de fictions, de documentaires et de créations vidéo, à la Bourse du Travail, place Questel, à partir de 20 h 30. Buvette, restauration, débats y seront organisés. Entrée libre.

PARIS : L'OBSERVATOIRE DES LIBERTÉS PUBLIQUES

L'Observatoire des libertés publiques fait paraître le bulletin mensuel *Que fait la police ?*.

Le n^o 15 (novembre 1995) est entièrement consacré au plan antiterroriste Vigipirate. Pour se le procurer (contre l'envoi d'une enveloppe timbrée à 2,80 F), écrivez à : Observatoire des libertés publiques, 7/9, passage Dagomo, 75020 Paris.

L'Observatoire dispose d'un service minitel, le 3615 Libertad. Informez-vous, laissez vos messages.

PARIS : BULLETIN DE LA 2^e UR-CNT

Le numéro 50 du *Bulletin d'information* de la deuxième Union régionale de la CNT vient de paraître. Il est gratuit. Pour se le procurer, il suffit de le demander par courrier à l'adresse suivante : CNT/2^e UR, BP 4, 75421 Paris cedex 09.

PARIS : BULLETIN DE LA FÉDÉRATION SANTÉ-SOCIAL-ÉDUCATION DE LA CNT

Le bulletin de la Fédération Santé-Social-Education de la CNT, consacré à la rentrée, vient de sortir. Avec, comme à chaque parution, des informations classiques ou insolites. On peut le réclamer (il est gratuit) à l'adresse suivante : CNT, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

Acetonic'musique présente SUE

ET LES SALAMANDRES

lundi 20 novembre - 20 h 30

au Sentier des Halles

50, rue d'Aboukir

(M^o Sentier), 75002 PARIS.

Prix : 50 F.

Réservations : 40.09.08.99.

« Mots et musiques » et Radio Libertaire

présentent

SERGE UTGÉ-ROYO

accompagné par

Jacques-Ivan DUCHESNE

(invité : Bruno DARAGUY)

dimanche 19 novembre - 18 h 30

lundi 20 novembre - 20 h 30

au théâtre Clavel

3, rue Clavel (M^o Pyrénées)

75019 PARIS.

Prix : 80 et 100 F.

Réservations : 43.84.70.04.

ROUEN

« 6^{es} JOURNÉES de l'ÉDITION LIBERTAIRE »

à la HALLE AUX TOILES

samedi 18 et dimanche 19 novembre

de 14 h à 18 h

et

films sur le SURREALISME

(suivis d'un débat)

le samedi 18 novembre

à 20 h 30.

Organisé par le groupe FA de Rouen

SOMMAIRE

Page 1 : Un si long chemin vers l'égalité : l'exemple de l'emploi (suite p. 4).

Page 2 : Insoumission à la deuxième guerre d'Algérie, Rendez-vous, Mobilisation dans les universités parisiennes.

Page 3 : L'humanitaire civil et militaire nous mène en bateau, Appel pour la mise en place d'un Réseau Education libertaire.

Page 4 : Un si long chemin vers l'égalité : l'exemple de l'emploi (suite de la « une »).

Page 5 : Un si long chemin vers l'égalité : l'exemple de l'emploi (suite de la page 4), Les enjeux de la manifestation pour les droits des femmes.

Page 6 : Ciné sélection : *Land and Freedom* (Les miroirs déformants — Critique de la critique...)

Page 7 : Ciné sélection : *Land and Freedom* (Les miroirs déformants, Quelques observations de plus sur *Tierra y Libertad*).

Page 8 : Hommage à Fernando Gomez Pelaez, Associations.